

INTERVENTION DOMINIQUE DE LA GARANDERIE



**Dominique de la GARANDERIE,
Présidente d'Honneur
de l'Association Française des Femmes Juristes.**

**1000 Femmes Administrateurs :
Un Enjeu de Confiance**

LA CONFIANCE

Cette question vient à point

I. Hier a été publiée l'étude de l'**Observatoire de la Confiance** mis en place par La Poste depuis plusieurs années, cette étude porte sur la « *confiance dans le progrès* ».

- Un certain nombre d'enseignements sont révélateurs et la presse s'en est fait l'écho dès hier. Le but est d'explorer les **grands chantiers de la confiance de transformation de notre société**.
- Or, la synthèse de ce sondage effectué par TNS conclut à l'évolution des mentalités des français et un niveau de confiance « *qui est élevé et qui se maintient au fil des années* » avec toutefois des contrastes importants.

Les **avancées scientifiques** et techniques sont réputées apporter à l'homme plus de bien que de mal

- à cet égard, la courbe s'est inversée, en 1994 seulement 37% des personnes interrogées considéraient que les avancées scientifiques faisaient plus de bien que de mal,
- alors que 56% considéraient au contraire, que le progrès scientifique apportait à l'homme "plus de mal" que de bien.
- Cet écart s'amenuisait en 2005 de 49% (plus de mal) et 45% (plus de bien) en 2005.
- en 2013, **les courbes s'inversent** : 48% optent pour le bien et 41% pour le mal.

Il n'est pas étonnant alors qu'à la question « *en qui avez-vous le plus confiance pour faire progresser la société ?* », les sondés répondent, à **41%**, « *les scientifiques* »

- Suit immédiatement à **12%**, **les chefs d'entreprise** dont :
- 81% ont confiance dans les **petites entreprises**
- 36% dans les **grandes entreprises** (contre 63% qui n'ont « *plutôt pas confiance* »).

Même si les français considèrent à 65% qu'on vivra mieux dans 20 ans, c'est grâce, avant tout, à la recherche médicale et à internet et les moyens de communication, plus spécialement 7 français sur 10 ont confiance dans internet pour améliorer la vie quotidienne.

Les avancées scientifiques et techniques bénéfiques ne vont pas de pair avec le développement économique.

- **Seulement 34% des français ont confiance dans le développement économique pour les 20 prochaines années** (contre donc 65%). La question posée était : « *Avez-vous confiance dans la manière dont vont évoluer les choses au cours des 20 prochaines années en ce qui concerne le développement économique ?* ».

A l'échéance de **20 ans en arrière**, 39% des français considèrent qu'aujourd'hui **on vit moins bien** qu'il y a 20 ans, contre 35% pour lesquels on vit mieux. 100 ans en arrière, 13% prétendent qu'on vivait mieux. Est-ce un gout signifiant la nostalgie d'un passé simple plus imaginé que vécu ?

Quant à la « *vie à venir* », elle sera plus difficile avec une dégradation des conditions de vie, bien que 57% aient confiance dans le progrès pour améliorer le « *vivre ensemble en société* ».

Lorsqu'est posée la question plus précise « *avez-vous confiance dans la manière dont vont évoluer les choses au cours des 20 prochaines années en ce qui concerne l'égalité entre homme et femme ?* »

- **51% font confiance**, 48% ne font pas confiance.
- Dans le même temps, le **respect des personnes** et la tolérance ne sont pas à l'ordre du jour, **74% ne font pas confiance** à l'évolution sur ce point.

Pour revenir à l'entreprise et à l'élan qui peut « *booster* » les français, il est important de savoir qu'à la même question « *avez-vous confiance dans la manière dont vont évoluer les choses au cours des 20 prochaines années en ce qui concerne la liberté d'entreprendre et de mener ces projets ?* », **51% font confiance**.

Alors, que penser de cet avenir qui reste contrasté, quant à la confiance, lorsqu'il s'agit de l'entreprise ?

Et quelle est donc la place des femmes dans l'entreprise et le rapport avec la confiance ?

La loi a imposé les femmes dans les Conseils d'Administration, on ne reviendra pas sur ce qui a pu être dit au cours des discussions de la loi Copé et Zimmermann et les recommandations (AFEP, MEDEF ou IFA) anticipant, de peu, sur la loi.

Considérons aussi les acquis :

La société est désormais perméable à la diversité (pour mémoire la Charte de la Diversité a inspiré des accords entre les partenaires sociaux au niveau des entreprises), la carrière des femmes fait partie largement des discussions et des dispositifs.

II. Mais il faut évoquer aussi le rôle **des actionnaires**, car les assemblées générales sont là en principe pour faire valoir le point de vue des actionnaires et des investisseurs.

Les actionnaires sont-ils eux-mêmes prêts à **accueillir les femmes** dans les Conseils d'Administration ?

- Les résultats dans les sociétés du CAC 40 démontrent que les femmes sont élues à **plus de 99% des suffrages**, souvent devant les candidats masculins au Conseil d'Administration et ce, non seulement en cas de **renouvellement**, mais aussi **en cas d'entrée** dans le Conseil d'Administration (même s'il est confirmé que les résolutions mises au vote dans la plupart des Conseils d'Administration, au moins du CAC 40, sont votées à une très écrasante majorité).

On ne peut **pas en conclure systématiquement une règle** selon laquelle les femmes seraient mieux élues que les hommes dans les Conseils d'Administration ou que leur score se distinguerait considérablement des votes des résolutions soumises à l'assemblée, mais c'est néanmoins une tendance largement vérifiée.

- Toutefois, à noter dans une société du CAC 40, deux **candidats salariés**, une femme et un homme, la femme est élue à 86,95% (c'est inférieur à la nomination d'une autre femme proposée au Conseil d'Administration qui est élue à 99,66% des voix), et l'homme obtient 29,95% des voix. Cette différence, dans un collège salarié, d'un Conseil d'Administration – lesquels vont devenir désormais habituels-, est peut-être fortuite, mais impressionnante.

Tant la notion de diversité que l'égalité entre les hommes et les femmes, se sont largement et effectivement diffusées, elles relèvent de la plus élémentaire justice.

Mais aussi d'un nouveau **pacte social**.

Il peut être intéressant de **mettre en relation les chiffres de la représentation actuelle des femmes dans les Conseil d'Administration avec ceux révélant la confiance**.

- Dans les grandes entreprises, auxquelles seul 36% des français interrogés font confiance pour aider à sortir de la crise, alors que 63% sont sceptiques.
 - o les femmes dans les Conseils d'Administration représentent 23,3% dans les sociétés de plus de 1 milliard d'euros de capitalisation et 17,5% dans les sociétés dont la capitalisation est comprise entre 150 millions et 1 milliard.
 - o Or, c'est précisément dans **les sociétés de plus de 1 milliard** que pour les années 2011 et 2012, il y a eu **sur 100% d'administrateurs élus, 49,40% de femmes.**
 - o Pour les sociétés entre 150 millions et 1 milliard, il n'y a que 36,90% de femmes qui ont été élues et évidemment proposées à l'élection.

Les observateurs insistent sur la proportion de femmes étrangères venant de l'international, ce qui a permis, nous dit-on de faire entrer dans les Conseils d'Administration des femmes en cumulant deux critères souhaités, l'indépendance et l'internalisation.

Pour l'ensemble, **54% des femmes** sont des **administrateurs indépendants**, selon les critères de l'indépendance des recommandations AFEP-MEDEF et 46% ne le sont pas.

Quant à l'âge, le point culminant est entre 50 et 60 ans (39,5%), pour 40-50 (29%), plus de 60 ans (24,6%) et moins de 40 ans (6,9%).

Les recrutements privilégiaient les **femmes qui ont une expérience de dirigeant à 50%.**

Parmi celles-ci dirigeantes, finances, droit, industrie, marketing, communication, ministères, politique, académique.

Dans les entreprises entre 150 millions et 1 milliard se trouvent le plus de femmes ayant une expérience financière, 23,2% de femmes sont recrutées dans la catégorie académique, celles ayant une expérience ministérielle à raison de 23,3% ; 8,5% viennent du droit ; 91,5% des femmes administrateurs ont niveau d'études de master, agrégation et doctoral sont bien représentés aussi (une moyenne de 7,7% pour le doctorat).

On peut en déduire donc au niveau des études, de l'indépendance et du mode de recrutement qu'il n'y a pas vraiment de différence entre les femmes et les hommes et que les grandes entreprises se sont adaptées très vite aux nouvelles règles de quota. **Si l'accueil des femmes dans les Conseils d'Administration des grandes entreprises a été plus important que dans le Midcap, la confiance dans les grandes entreprises pour sortir de la crise n'est pas pour autant au rendez-vous pour les français.**

Doit-on en conclure que la présence des femmes dans les Conseils ne crée pas de confiance ?

Notre propos de ce jour devrait-il donc être remis en question ?

Certainement pas, car **nous sommes à un tournant**, comme chacun le reconnaît, **quant à la réflexion sur les supports de la confiance, mais aussi de la performance, éléments clés pour le développement économique.** La situation économique a engendré une crise de confiance, il est nécessaire de restaurer une relation de confiance, la réconciliation des dimensions sociale et financière de l'entreprise doit y contribuer.

Cette réconciliation vient de la mise en œuvre de valeurs au centre desquelles la responsabilité sociale a toute sa place, dont la diversité, soutenue, mais pas nécessairement précédée par la performance, et le sort réservé aux femmes dans l'entreprise, dans leurs carrières, dans l'égalité. Autant de signes forts y compris pour le marché.

Faire confiance aux femmes, parce qu'elles font partie du Conseil d'Administration, c'est aussi croire au rétablissement de la confiance, et donc dans la performance.

D'autant que la performance existe avec l'équilibre requis tant par la loi que par la justice elle-même. Ces performances ne peuvent exister que s'il y a des hommes **et** femmes pour les assurer. C'est le signe d'un état d'esprit positif de l'entreprise.

« *Action de femmes* » avait en son temps donné les 7 raisons pour que les femmes siègent aux Conseils d'Administration : l'indépendance, la complémentarité, le pragmatisme, le réalisme, la persuasion, le sens des responsabilités, la disponibilité.

Certains voient dans les femmes un antidote à la crise. Des "*garde-fous*" contre les comportements risqués de leurs homologues masculins.

"Les femmes tentent de créer des valeurs sur le long terme, de fabriquer des choses plus pérennes, tandis que les hommes sont davantage dans une logique de coût et de gros chiffres » (étude du CERAM).

Le sens de l'organisation des femmes n'est plus à décrire et les travaux du **Women's Forum** ont révélé à de nombreuses reprises l'expression des femmes comme étant une "*garantie d'une vision globale éthique*".

Faudrait-il tout revoir ? Assurément le changement est en route !

Une critique sévère était faite par une femme sur les origines de la crise à un moment clé en octobre 2008 :

"en vérité on nous demandait de donner des feux vert juridiques sur des montages financiers, absolument pas sécurisés avec une prédominance d'un droit anglo-saxon devenu incapable de gérer cette complexité ».

Ce sont ces **déclarations courageuses et lucides** qui me permettent, en militant pour la présence des femmes dans les Conseils d'Administration, de militer dans le même temps pour **la confiance dans le monde de l'entreprise**, avec l'espoir de la relance économique.

Les français ont raison de faire confiance aux entreprises, à l'égalité homme-femme, à la liberté d'entreprendre.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour cela. Il faut vraiment 1000 Femmes dans les Conseils d'Administration, ce sera un gage de la confiance qui pourra être investie dans l'ensemble des entreprises concernées.